



Taxes sur les carburants, augmentation des prix, salaires et pensions bloqués, pouvoir d'achat en baisse pour les un.es...

Suppression de l'ISF, cadeaux fiscaux et exonérations de cotisations sociales pour les autres, les plus riches...

Convergence des ras le bol !

Samedi 17 novembre, une initiative citoyenne appelle au blocage du pays. Les initiateurs ont su se détacher des tentatives de récupération par l'extrême droite et désormais d'autres organisations politiques, syndicales et associatives respectent cette position et n'appellent pas leurs militants ou adhérents directement à y participer pour ne pas brouiller le message initial. Cependant, elles accompagnent le mouvement et lui souhaitent la réussite qu'il espère. La FSU fait partie de celles-là.

L'augmentation gouvernementale des taxes sur les carburants n'est pas au service d'une quelconque transition écologique dont la nécessité fait consensus. Elle ne vise qu'à combler les « trous » budgétaires causés par l'augmentation des dépenses de l'Etat en faveur des patrons et des plus riches.

Du coup, c'est l'injustice qui mobilise. La sensation que ce sont les salarié.es, les retraité.es, les plus précaires, bref toujours les mêmes qui trinquent.

La politique de « l'en même temps » chère au président du nouveau monde est incohérente écologiquement, socialement et fiscalement injuste.

Elle augmente les taxes sur le diesel mais « en même temps » exonère les entreprises, les transports aériens et maritimes de ces augmentations.

Elle augmente les taxes sur le diesel mais « en même temps » affaiblit le service public (fermetures de lignes de train, d'hôpitaux, d'écoles, de bureaux de postes etc...) qui obligent les ruraux à prendre toujours plus leur voiture, sans qu'aucun transport en commun alternatif et financièrement accessible à tous ne soit développé.

Elle augmente les taxes sur le diesel mais « en même temps » diminue les APL, obligeant les plus modeste à habiter toujours plus loin des centres urbains trop chers.

Elle augmente les taxes sur le diesel mais « en même temps » ne s'attaque pas vraiment à l'évasion fiscale, accorde des « ristournes » aux plus riches (suppression de l'ISF, de l'Exit Tax...) et dépense 40 milliards pour le Crédit Impôt Compétitivité Emploi qui ne fait pas ses preuves pour la création d'emplois

Pour nos collègues, notamment les plus jeunes (AED, stagiaires et TZR), et les plus précaires (AESH, vacataires, contractuel.les de tous métiers, postes partagés), pour nos collègues rémunérés dans les catégories C et B notamment, la note est toujours plus salée chaque fois qu'ils passent à la pompe par « obligation de service ». La difficulté à muter n'offre pas non plus, la possibilité à tous d'habiter proche de son lieu d'exercice. Autant de causes qui nous impactent directement dans l'exercice de nos métiers.

Ainsi la FSU 80, fédération, organisation syndicale de transformation sociale, invite ses adhérent.es à s'informer et à choisir librement leur engagement en faveur du mouvement du 17

novembre prochain. Il peut être, doit être un point d'appui à la construction d'un large mouvement social pour imposer dans le débat public une véritable politique écologique respectueuse des gens, socialement et fiscalement juste et permettre la satisfaction de nos revendications.

Avant, le 17 novembre, la FSU revendique :

- le contrôle et blocage des prix et des taxes des produits de première nécessité dont les carburants ;
- l'augmentation générale des salaires, des pensions et des minima sociaux ;
- des politiques publiques ambitieuses concernant les transports publics (la gratuité, le ferroutage...) et la rénovation thermique de l'habitat ;
- des politiques publiques ambitieuses qui préservent et améliorent les services publics, pour garantir à tout.es un accès de qualité à la santé, à l'éducation, à la formation, à la culture...

Et pour financer cela : il faut gagner une réforme fiscale de grande ampleur ! Il faut faire contribuer les dizaines de milliards d'euros versés aux actionnaires (du CAC 40 notamment) et les milliards d'euros de l'évasion fiscale.

**Du boulot, des salaires et des pensions décentes, des services publics...
Pour vivre mieux !**